

(A)

(N° 98)

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 20 FEVRIER 1903.

Projet de loi sur la réparation des dommages résultant des accidents
du travail (¹).

TABLEAU SYNOPTIQUE

DU PROJET DE LOI PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT
ET DES AMENDEMENTS QUI S'Y RAPPORTENT

(¹) Projet de loi, n° 425 } (session de 1900-1901).
Rapport, n° 502 }
Amendements, n°s 67 (session de 1901-1902), 54, 55, 57, 59, 60, 61, 63, 64, 66, 67, 69,
70, 71, 78, 79, 85, 84, 93, 96 et 97.

Article premier.

Amendements du Gouvernement.**Amendementen der Regeering.****Rédiger comme suit le 3^e alinéa :**

Sont assimilés aux ouvriers les apprentis, même non salariés, ainsi que les employés,

qui, à raison de leur participation directe ou indirecte au travail industriel proprement dit, sont exposés aux mêmes risques que les ouvriers et dont le traitement annuel, fixé par l'engagement, ne dépasse pas

2,400 francs.

Het 3^{de} lid van dit artikel te doen luiden als volgt :

Met werklieden worden gelijkgesteld leerjongens, zelfs wanneer zij geen loon trekken, alsmede beambten, die, ter oorzaake van hunne rechtstreeksche of onrechtstreeksche deelneming aan den eigenlijk gezegden nijverheidsarbeid, blootstaan aan dezelfde gevaren als de werklieden en wier jaarwedde, door de verbintenis vastgesteld, 2,400 frank niet te boven gaat.

Projet du Gouvernement.**CHAPITRE PREMIER.****Des indemnités.****ARTICLE PREMIER.**

La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux ouvriers des entreprises industrielles, privées ou publiques, dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900, est réglée conformément aux dispositions de la présente loi.

Ces dispositions s'appliquent également, sous les mêmes conditions, à la réparation des dommages qui résultent des accidents occasionnés, dans les entreprises agricoles et commerciales, par l'emploi de machines mues par une force autre que celle de l'homme ou des animaux.

Ontwerp der Regeering.**EERSTE HOOFDSTUK.****Van de vergoedingen.****EERSTE ARTIKEL.**

De vergoeding van de schade voortspruitende uit ongevallen overkomen aan werkliden van bijzondere of openbare rijverheidsondernemingen in den loop en ten gevolge van de uitvoering der arbeidsovereenkomst, verordend bij de wet van 10 Maart 1900, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Deze bepalingen zijn, onder dezelfde voorwaarden, van toepassing op de vergoeding van schade, voortspruitende uit ongevallen bij landbouw- en handelsondernemingen veroorzaakt door het gebruik van werktuigen die door cene andere dan mensen- of dierenkracht worden bewogen.

Sont assimilés aux ouvriers les apprentis, même non salariés, ainsi que les employés techniques dont le traitement annuel, fixé par l'engagement, ne dépasse pas 2,400 fr.

Met werkliden worden gelijkgesteld leerjongens, zelfs wanneer zij geen loon trekken, alsmede technische bedienden vier jaarwedde, door de verbintenis vastgesteld, 2,400 frank niet te boven gaat.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

CHAPITRE PREMIER.

Des indemnités.

ARTICLE PREMIER.

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

EERSTE HOOFDSTUK.

Van de vergoeding.

EERSTE ARTIKEL.

Alinéa 2 :

Supprimer les mots : « ou des animaux ».

Tweede lid :

« Menschen- of dierenkracht... » te vervangen door « menschenkracht ».

Alinéa 3, comme il suit :

Sont assimilés aux ouvriers les apprentis, même non salariés, ainsi que les employés qui, à raison de leur participation directe ou indirecte au travail, sont exposés aux mêmes risques que les ouvriers et dont le traitement annuel total, fixé par l'engagement, ne dépasse pas 2,400 francs.

Het derde lid te doen luiden als volgt :

Met werklieden worden gelijkgesteld leerjongens, zelfs wanneer zij geen loon trekken, en beambten die, ter oorzaake hunner rechtstreeksche of onrechtstreeksche deelneming aan het werk, blootstaan aan dezelfde gevaren als de werklieden en wier geheele jaarwedde, door de verbintenis bepaald, 2,400 frank niet te boven gaat.

Amendements divers.

Verschelden amendementen.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. TERWAGNE.

ARTICLE PREMIER.

Rédiger comme suit le 1^{er} alinéa de cet article :

La réparation des dommages qui résultent des maladies professionnelles et des accidents survenus aux ouvriers des entreprises industrielles, etc... (le reste comme au projet).

Ajouter à la suite de cet alinéa un alinéa ainsi conçu :

« Les maladies professionnelles bénéficiant de la présente loi seront déterminées tous les deux ans par un arrêté royal. »

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON CAMBIER.

Remplacer le 1^{er} alinéa par le suivant :

La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux ouvriers, dans le cours et par l'exécution de leur travail, dans les entreprises privées ou publiques : industrielles, agricoles ou commerciales, est réglée conformément aux dispositions de la présente loi.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON CAMBIER.

Supprimer le 2^e alinéa.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. GIROUL.

Modifier comme suit l'alinéa 2 :

Ces dispositions s'appliquent également, sous les mêmes conditions, à la réparation des dommages qui résultent des accidents occasionnés dans les entreprises agricoles et commerciales.

En cas de rejet de cet amendement :ART. 1^{bis}.

Des arrêtés royaux pourront, après consultation des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail, et du conseil supérieur du travail, des comices agricoles et du conseil supérieur de l'agriculture, étendre les dispositions de la présente loi à des entreprises ou parties d'entreprises qu'elle ne vise pas.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. MELOT.

Ajouter à l'alinéa 2 de l'article premier :

« ... ainsi qu'à la réparation des dommages qui résultent des accidents survenus dans les entreprises agricoles où sont habituellement employés un ou plusieurs ouvriers. »

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. PETIT.

Ajouter à l'alinéa 2 de l'article premier :

« ... ainsi qu'à la réparation des dommages qui résultent des accidents survenus : a) dans les exploitations ayant pour objet la culture des champs et d'une étendue de plus de dix hectares; b) dans les autres entreprises agricoles où sont habituellement employés un ou plusieurs ouvriers. »

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉMONNIER.

Ajouter, après le 2^e alinéa, la disposition suivante, qui formera le 3^e alinéa de l'article :

Sont assimilés aux accidents survenus dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail : 1^o les maladies occasionnées par le travail ou par les nécessités du travail; 2^o les accidents résultant d'actes de courage, de dévouement et de sauvetage accomplis dans le cours du contrat de travail.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR MM. VANDERVELDE ET DESTRÉE

AU TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE.

Rédiger ainsi l'alinéa 3 :

Sont assimilés aux ouvriers les apprentis, même non salariés, les domestiques à gages employés dans les entreprises agricoles, ainsi que les employés qui, etc., etc. (le reste comme au projet de la Section centrale).

Het 3^{de} lid te doen luiden als volgt:

Leerjongens, zelfs wanneer zij geen loon trekken, huur ontvangende dienstboden die bij landbouwondernemingen worden gebruikt (alsmede beambte die, enz. (het overige zoals in het ontwerp der middenafdeling).

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. GIROUL.

Modifier comme suit l'alinéa 3 :

Sont assimilés aux ouvriers les apprentis, même non salariés, ainsi que les employés dont le traitement annuel ne dépasse pas 2,400 francs et qui, en raison de leurs fonctions, sont exposés aux mêmes risques que les ouvriers.

Het 3^{de} lid door de volgende bepaling te vervangen :

Met werklieden worden gelijkgesteld leergasten, zelfs wanneer zij geen loon trekken, alsmede beambten wier jaarwedde 2,400 frank niet te boven gaat en die, ter oorzaak van hun ambt, blootstaan aan dezelfde gevaren als de werklieden.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DEVIGNE.

Ajouter à l'article premier un 4^e alinéa rédigé comme suit :

Les accidents ne sont pas considérés comme survenus dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail lorsque les victimes ont agi contrairement à des ordres ou des défenses formels.

Aan het eerste artikel een 4^{de} lid toe te voegen, luidende :

Ongevallen worden niet beschouwd als voorgekomen in den loop en ten gevolge van de uitvoering der arbeidsovereenkomst, wanneer de slachtoffers hebben gehandeld in strijd met een uitdrukkelijk bevel of verbod.

Article 2.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regierung.

Projet du Gouvernement.**ART. 2.**

Les chefs d'entreprises ou de parties d'entreprises non visées à l'article 1^{er} ont la faculté de se soumettre aux dispositions de la présente loi.

Ils feront à cet effet, le cas échéant, une déclaration expresse, dont il leur sera donné récépissé au greffe de la justice de paix du siège de l'entreprise. Si l'entreprise comprend plusieurs exploitations distinctes et situées dans différents cantons judiciaires, la déclaration sera faite au greffe de la justice de paix du siège de chacune de ces exploitations.

Mention de la déclaration et de la date du récépissé sera insérée dans un règlement d'atelier, rédigé et affiché conformément à la loi du 15 juin 1896.

La déclaration n'aura d'effet qu'à partir de l'entrée en vigueur de la clause du règlement y relative. Elle pourra être révoquée dans les mêmes formes.

Ontwerp der Regeering.**ART. 2.**

Aan hoofden van ondernemingen of van gedeelten van ondernemingen, die niet zijn bedoeld in het eerste artikel, staat het vrij, zich aan de bepalingen van deze wet te onderwerpen.

Te dien einde leggen zij, bij voorkomend geval, ter griffie van het vrederecht, binnen welks gebied de onderneming is gevestigd, een uitdrukkelijke verklaring af, waarvan hun een ontvangstbewijs wordt gegeven. Omvat de onderneming onderscheidene zaken, in verschillende kantons gedreven, dan wordt de verklaring gedaan ter griffie van het vrederecht, binnen welks gebied elke dier zaken gedreven wordt.

De vermelding van de verklaring en van de dagtekening van het ontvangstbewijs wordt opgenomen in een volgens de wet van 16 Juni 1896 opgesteld en aangeplakt werkplaatsreglement.

De verklaring heeft eerst kracht te rekenen van het in werking treden der reglements-bepaling, die daarop betrekking heeft. Zij kan op dezelfde wijze worden ingetrokken.

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

Rédiger ainsi les alinéas 2 et suivants :

Le cas échéant, ils feront, à cet effet, une déclaration expresse à l'administration communale du siège de l'entreprise. Il leur en sera donné récépissé. Si l'entreprise comprend plusieurs exploitations distinctes et situées dans différentes communes, la déclaration sera faite à l'administration communale du siège de chacune de ces exploitations. Avis de la déclaration sera transmis par l'administration communale au greffe de la justice de paix du siège de l'entreprise. Pareil avis sera éventuellement transmis au greffe de la justice de paix du siège de chacune des exploitations distinctes et situées dans des cantons judiciaires différents. Les administrations communales et les greffiers des justices de paix sont tenus de donner connaissance des déclarations à quiconque le demande.

Het tweede lid en volgende te doen luiden als volgt :

Bij voorkomend geval, leggen zij, te dien einde, eene uitdrukkelijke verklaring af bij het bestuur der gemeente, binnen welker gebied de onderneming is gevestigd. Daarvan wordt hun een ontvangstbewijs gegeven. Omvat de onderneming onderscheidene zaken, in verschillende gemeenten gedreven, dan wordt de verklaring gedaan bij het bestuur der gemeente binnen welker gebied elke dier zaken gedreven wordt. Bericht van de verklaring wordt door het gemeentebestuur gegeven aan de griffie van het vrederecht van het kanton waar de onderneming is gelegen. Dergelijk bericht wordt, bij voor-komend geval, gegeven aan de griffie van elk vrederecht, binnen welks gebied de zaken afzonderlijk worden gedreven. De gemeentebesturen en de griffiers der vrederechten zijn gehouden, van de verklaringen kennis te geven aan al wie het vraagt.

En ce qui concerne les entreprises soumises au régime de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier, mention de la déclaration sera insérée dans un règlement d'atelier rédigé et affiché conformément à la prédite loi. En dehors de ce cas, la déclaration n'a d'effet que si elle a été connue de l'ouvrier avant son engagement. Le fait de cette connaissance peut être prouvé par toutes voies de droit.

Wat betreft de ondernemingen onderworpen aan de wet van 15 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen, wordt van de verklaring melding gemaakt in een volgens genoemde wet opgesteld en aangeplakt werkplaatsreglement. Buiten dit geval, heeft de verklaring alleen kracht indien zij den werkmans voor zijn verbintenis bekend was. Het feit dezer bekendheid kan door alle middelen van recht worden bewezen.

Amendements divers.

Verscheiden amendementen,

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON CAMBIER.

ART. 2.

Le supprimer.

ART. 2.

Dit artikel vervalt.

AMENDEMENT PRÉSENTE PAR M. DENIS.

Supprimer l'alinéa final de l'article 2.

De slotalinea van artikel 2 te doen wegvallen.

Article 3.

Amendements du Gouvernement.

ART. 5.

A l'alinéa 1^e, remplacer les mots :
« de plus de deux semaines » **par les mots** : « de plus *d'une semaine*; et les mots
« à partir du quinzième jour » par les mots
« à partir du *huitième jour* ».

Amendementen der Regeering.

ART. 5.

In het eerste lid van dit artikel,
de woorden : « meer dan twee weken »
te vervangen door de woorden :
« meer dan *ééne week* » en de woorden : « te
rekenen van den vijftienden dag » door de
woorden: «te rekenen van den *achtsten dag*».

(N° 98)

(40^{bis})

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regierung.

Projet du Gouvernement.**Ontwerp der Regeering.****ART. 3.**

Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale de travail de plus de deux semaines, la victime a droit, à partir du quinzième jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 50 % du salaire quotidien moyen.

ART. 3.

Heeft het ongeval tijdelijke en volkomen onbekwaamheid tot den arbeid gedurende meer dan twee weken veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den vijftienden dag na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding van 50 t. h. van het gemiddelde dagloon.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 50 % de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 50 %, déterminée d'après le degré d'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence. A l'expiration du délai de revision prévu à l'article 26, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

(44^{bis})

[N° 98]

Projet du Gouvernement.

Ontwerp der Regeering.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 3.

Remplacer les mots : « à partir du quinzième jour qui suit l'accident » **par ceux-ci :** « à partir du jour qui suit l'accident ».

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

ART. 5.

De woorden : « te rekenen van den vijftienden dag na het ongeval », **te vervangen door de woorden :** « te rekenen van den dag na het ongeval ».

Ajouter un 4^e alinéa ainsi conçu :

Dès la déclaration de l'accident, et aussi longtemps que reste ouverte la demande en révision des indemnités, le chef d'entreprise a le droit de faire examiner, à ses frais, la victime, par un médecin qu'il désigne. En cas d'opposition de la victime, il sera statué par le juge de paix, conformément à l'article 22 et sauf appel. Si la victime ne se soumet pas à la décision, il ne sera pas statué sur sa demande d'indemnité, et le chef d'entreprise pourra suspendre le paiement de l'indemnité provisoirement servie.

Dit 4^e lid bij te voegen :

Van de aangifte van het ongeval af en zoolang de eisch tot herziening der vergoedingen ontvankelijk is, heeft het hoofd der onderneming het recht, op zijne kosten, het slachtoffer te doen onderzoeken door eenen geneesheer dien hij aanwijst. Ingeval van verzet van het slachtoffer, wordt door den vrederechter beslist, overeenkomstig artikel 22 en behoudens hooger beroep. Onderwerpt het slachtoffer zich niet aan de beslissing, dan wordt over zijne aanvraag om vergoeding geene uitspraak gedaan en kan het hoofd der onderneming de betaling der voorlopig uitbetaalde rente schorsen.

[N° 98]

(42^{bi})

**Amendements
proposé par la Section centrale.**

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

Amendements divers.

Verschillende amendementen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. GIROUL.

ART. 3.

Modifier comme suit l'alinéa 1^{er} de l'article 3 :

Lorsque l'accident a été la cause d'une *incapacité de travail* de plus de *cinq jours*, la victime a droit, à partir du *jour* qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à *50 %* du salaire quotidien moyen.

Het 1^{ste} lid van artikel 3 te wijzigen als volgt :

Heeft het ongeval aanleiding gegeven tot *onbekwaamheid tot den arbeid* gedurende meer dan *vijf dagen*, zoo heeft het slachtoffer, te rekenen van *den dag* na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding gelijkstaande met *50 t. h.* van het gemiddelde dagloon.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. VANDERVELDE.

Rédiger ainsi l'alinéa 1^{er} in fine :

... à une indemnité journalière égale à *75 p. c.* du salaire quotidien moyen.

Het slot van het 1^{ste} lid te doen luiden als volgt :

... recht op eene dagelijksche vergoeding gelijkstaande met *75 t. h.* van het gemiddelde dagloon.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON CAMBIER.

Remplacer le 1^{er} alinéa par le suivant :

Lorsque l'accident a été la cause d'une *incapacité temporaire de travail*, la victime a droit, à partir du *jour* qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à *50 %* du salaire *qui lui a été normalement attribué lors de son engagement*.

Het 1^{ste} lid van dit artikel te vervangen door het navolgende :

Heeft het ongeval *tijdelijke ongeschiktheid tot den arbeid* veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van *den dag* na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding gelijkstaande met *50 t. h.* van het loon, *hem bij zijne verbintenis in den regel toegekend*.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. DENIS.

Modifier comme suit l'alinéa 1^{er} de l'article 3 :

L'assurance contre la maladie est rendue obligatoire à l'égard des accidents de moindre durée, pour tous les ouvriers compris dans le projet de loi. Des arrêtés royaux fixeront les conditions auxquelles les caisses de maladie devront satisfaire, à défaut de la constitution de sociétés de secours mutuels libres, auxquelles aucune atteinte ne sera portée.

Het 1^{ste} lid van artikel 3 te wijzigen als volgt :

Verzekering tegen ziekte wordt, ten aanzien van ongevallen van korteren duur, verplicht gemaakt voor alle in het wetsontwerp begrepen werklieden. Koninklijke besluiten bepalen de vereischten waaraan de ziekenfondsen moeten voldoen, bij gebreke van oprichting van vrije maatschappijen van onderlingen bijstand, die in het minst niet worden benadeeld.

Les chefs d'industrie participeront au versement des primes dans la proportion du tiers.

De hoofden van ondernemingen nemen deel aan de storting der premiën tot een bedrag van een derde.

En cas de rejet de cet amendement :

Supprimer les mots : « de plus de deux semaines » et « quinzième »

Ingeval dit amendement wordt verworpen :

De woorden : « gedurende meer dan twee weken » en : « *vijftienden* » **doen wegvalLEN**

et

Remplacer les mots : « égale à 50 % » **par les mots :** « égale à 66 % ».

De woorden : « gelijkstaande met *50 t. h.* » **te vervangen door de woorden :** « gelijkstaande met *66 t. h.* ».

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DENIS.

A l'alinéa 3 de l'article 3, remplacer les mots : « une allocation annuelle de *50 %* » **par les mots :** « une allocation annuelle de *66 %* ».

In het 1^{ste} lid van dit artikel de woorden « gelijkstaande met *50 t. h.* » te vervangen door deze woorden : « gelijkstaande met *60 t. h.* ».

A l'alinéa 2, remplacer les mots « doit être équivalente à *50 %* » par les mots : « doit être équivalente à *60 %* ».

In het 2^{de} lid, de woorden : « moet deze vergoeding gelijkstaan met *50 t. h.* » te vervangen door deze woorden : moet deze vergoeding gelijkstaan met *60 t. h.* ».

A l'alinéa 3, remplacer les mots « une allocation annuelle de *50 %* » par les mots : « une allocation annuelle de *60 %* ».

In het 3^{de} lid, de woorden « eene jaarlijksche vergoeding van *50 t. h.* » te vervangen door deze woorden : « eene jaarlijksche vergoeding van *60 t. h.* ».

N. B. — Cet amendement est subsidiaire à celui de M. Denis.

N. B. — Dit amendement is aangeboden voor 't geval dat de Kamer het amendement van den heer Denis afwijst.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DENIS.

Ajouter à l'article :

L'indemnité pourra atteindre *100 %* du salaire, si la victime est absolument sans soutien et qu'elle ne puisse subsister sans garde et soins étrangers, et aussi longtemps que durera cet état.

Aan dit artikel toe te voegen :

De vergoeding kan stijgen tot *100 t. h.* van het loon, zoo het slachtoffer volstrekt zonder steun is en niet zonder oppassing en verzorging van vreemden kan blijven bestaan, en zoolang deze toestand duurt.

Si la victime frappée d'une incapacité totale de travail a moins de 21 ans lors de l'accident qui l'a causée, le juge pourra, lorsqu'elle aura atteint sa majorité, augmenter le chiffre de la rente.

Indien het slachtoffer, door algehele onbekwaamheid tot den arbeid getroffen, den leeftijd van 21 jaren niet heeft bereikt op het oogenblik van het ongeval dat ze veroorzaakte, kan de rechter het bedrag der rente verhoogen bij de meerderjarigheid van het slachtoffer.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. GIROUL.

Ajouter à l'article 3 un alinéa 4 ainsi conçu :

La victime a droit, en outre, aux frais médicaux et pharmaceutiques, dès le moment de l'accident.

Aan artikel 3 een 4^{de} lid toe te voegen, luidende :

Het slachtoffer heeft, daarenboven, recht op de genees- en artsenkundige kosten, van het oogenblik af waarop het ongeval plaats greep.

Voir la suite des amendements à la feuille incluse.

Zie het vervolg der amendementen op bijgaand blad.

Amendements divers.

Verscheiden amendementen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. COUSOT.

Rédiger comme suit l'article 3 :

Lorsqu'un accident a causé une incapacité de travail, la victime a droit, dès le moment de l'accident, aux soins médicaux et aux fournitures pharmaceutiques. Les frais de traitement, conformes au tarif en usage pour l'assistance gratuite, sont à la charge du chef d'entreprise, à moins que les soins ne soient fournis par une société de secours mutuels ou donnés gratuitement par un service d'assistance hospitalière ou à domicile. En cas de contestation, la Commission médicale provinciale du ressort décide.

En outre, la victime, dès le huitième jour, reçoit :

Durant la période d'incapacité temporaire, une indemnité journalière de 50% du salaire quotidien moyen ou la même indemnité, déduction faite du salaire que peut gagner la victime, selon que l'incapacité est totale ou partielle;

Durant la période d'incapacité permanente, une allocation annuelle de 50 % du salaire annuel ou la même indemnité, déduction faite du salaire que peut gagner la victime, selon que l'incapacité est totale ou partielle.

Cette allocation annuelle est remplacée par une rente viagère aussitôt que l'incapacité est déclarée définitivement établie et, dans les autres cas, à l'expiration du délai de révision prévu à l'article 26.

Le degré, la durée, le caractère de l'incapacité sont déterminés par le médecin de la victime, auquel le chef d'entreprise peut adjoindre un médecin de son choix. En cas de désaccord, le juge de paix décide, comme il est prévu à l'article 22.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Veroorzaakte een ongeval onbekwaamheid tot den arbeid, dan heeft het slachtoffer, van het oogenblik van het ongeval af, recht op geneeskundige zorgen en op geneesmiddelen. De kosten van behandeling, overeenkomende met het bestaande tarief voor kostelozen bijstand, zijn ten laste van het hoofd der onderneming, tenzij de zorgen worden verleend door eene vereeniging van onderlingen bijstand of kosteloos worden verstrekt door eene inrichting tot onderstand, in het hospitaal of aan huis. In geval van betwisting, wordt uitspraak gedaan door de provinciale geneeskundige Commissie van het gebied.

Daarenboven ontvangt het slachtoffer, van den achsten dag af :

Gedurende het tijdperk van tijdelijke onbekwaamheid, eene dagelijksche vergoeding van 50 t. h. van het gemiddelde dagloon of dezelfde vergoeding na aftrek van het loon dat het slachtoffer kan verdienen, naarmate het eene volkomen of gedeeltelijke onbekwaamheid betreft;

Gedurende het tijdperk van bestendige onbekwaamheid, eene jaarlijksche vergoeding van 50 t. h. van het jaarloon of dezelfde vergoeding na aftrek van het loon dat het slachtoffer kan verdienen, naarmate het eene volkomen of gedeeltelijke onbekwaamheid betreft.

Deze jaarlijksche vergoeding wordt vervangen door eene lijfsrente zoodra de onbekwaamheid wordt erkend als voorgoed bestaande, en, in de andere gevallen, bij het eindigen van den herzieningstermijn bedoeld bij artikel 26.

De graad, duur en aard der onbekwaamheid worden vastgesteld door den geneesheer van het slachtoffer, aan wien het hoofd der onderneming een geneesheer naar zijne keuze kan toevoegen. Zijn zij het niet eens, dan doet de vrederechter uitspraak zooals is voorzien bij artikel 22.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. VANDERVELDE.

ART. 3^{bis}.

La victime a droit, en outre, aux frais médicaux et pharmaceutiques.

Si elle a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, conformément aux tarifs adoptés par l'assistance médicale gratuite.

ART. 5^{bis}.

Het slachtoffer heeft, daarenboven, recht op de genees- en artsenijkundige kosten.

Heeft het slachtoffer zelf zijn geneesheer gekozen, dan kan het hoofd der onderneming slechts gehouden zijn tot vergoeding der som bepaald door den vrederechter van het kanton binnen hetwelk het ongeval heeft plaats gehad, overeenkomstig de tarieven aangenomen door den kostelozen geneeskundigen bijstand.

Article 4.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 4.

Remplacer le 2^e du premier alinéa ainsi que le deuxième alinéa par les dispositions suivantes :

2^e Un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 25 p. c. du salaire annuel.

Sur ce capital sont prélevés, dans la mesure fixée par l'article 208 du Code civil, les aliments dus aux personnes vis-à-vis desquelles la victime était légalement tenue de la dette alimentaire et qui ont formé leur réclamation dans le mois à partir du décès.

Ce prélèvement opéré, les indemnités fixées ci-dessus sont dévolues suivant les règles du droit civil relatives au contrat de mariage, aux dispositions testamentaires et aux successions; toutefois, la dévolution légale n'aura lieu qu'au profit du conjoint, des descendants, des ascendants et des frères et sœurs de la victime.

La part de chaque ayant droit est convertie en rente viagère ou en rente temporaire, suivant la décision du juge, qui peut néanmoins ordonner un autre mode de placement.

A défaut d'ayant droit d'aucune des catégories ci-dessus prévues, le capital est versé à la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des victimes des accidents du travail instituée par la loi du 21 juillet 1890.

ART. 4.

N^r 2 van het eerste lid alsmede het 2^{de} lid te vervangen door de navolgende bepalingen :

2^e Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op 't oogenblik van het overlijden — eener lijfsrente gelijkstaande met 25 t. h. van het jaarlijksch loon.

Van dat kapitaal worden, in de mate bepaald bij artikel 208 van het Burgerlijk wetboek, voorafgenomen de onderhoudskosten die, binnen één maand na het overlijden, als aan hen verschuldigd, zijn gevorderd door de personen tegenover wie het slachtoffer wettelijk tot onderstand verplicht was.

Nadat die korting heeft plaats gehad, geschieft de overgang van de hierboven vastgestelde vergoedingen overeenkomstig de regelen van het burgerlijk recht betreffende het huwelijkscontract, de uiterste wilsbeschikkingen en de nalatenschappen; de wettelijke overgang geschiedt echter alleen ten voordele van den echtgenoot, van de bloedverwanten in afnemende lijn, van de bloedverwanten in opklimmende lijn en van de broeders en zusters van het slachtoffer.

Het aandeel van elken rechtverkrijgende wordt omgezet in eene lijfsrente of in eene tijdelijke rente, volgens de beslissing van den rechter, die nochtans eene andere wijze van belegging kan bevelen.

Bij ontstentenis van een rechtverkrijgende behorende tot eene van de hierboven voorziene soorten, wordt het kapitaal gestort in de Kas van bijstand en voorzorg, ten bate der slachtoffers van arbeidsongevallen ingesteld bij de wet van 21 Juli 1890.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regierung.

Projet du Gouvernement.**ART. 4.**

Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué les indemnités suivantes :

1° Une somme de 50 francs pour frais de funérailles;

2° La valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 25 % du salaire annuel. Cette valeur est convertie en une rente qui sera payable pendant un nombre d'années à déterminer d'après un barème établi par arrêté royal.

La dévolution des indemnités fixées ci-dessus s'opère suivant les règles du droit civil relatives au contrat de mariage et aux successions légales ou testamentaires.

Ontwerp der Regeering.**ART. 4.**

Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende schadevergoedingen toegekend :

1° Eene som van 50 frank voor begrafeniskosten;

2° De waarde, berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op het oogenblik van het overlijden, van eene lijfrente gelijkstaande met 25 t. h. van het jaarlijksch loon. Deze waarde wordt omgezet in eene rente die betaalbaar zijn zal gedurende een getal jaren te bepalen naar eene bij koninklijk besluit vast te stellen tabel.

De overgang der hiervoren hepaalde vergoedingen geschieft overeenkomstig de regelen van het burgerlijk recht betreffende het huwelijkscontract en de wettelijke of testamentaire erfopvolging.

Projet du Gouvernement.

Toutefois les successeurs d'un étranger qui, au moment de l'accident, n'avaient pas leur résidence habituelle sur le territoire belge, ne sont point admis à réclamer les indemnités établies par le présent article, si la législation du pays d'origine de l'étranger exclut, dans les mêmes conditions, les ayants cause des Belges du droit à la réparation des suites dommageables des accidents du travail.

Ontwerp der Regeering.

Echter zijn de erfgenamen van een vreemdeling die, op 't oogenblik van het ongeval, hun hoofdverblijf niet op belgisch grondgebied hadden, niet gerechtigd de bij dit artikel vastgestelde vergoedingen te eischen, indien de wetgeving van het land van herkomst des vreemdelings, in dezelfde omstandigheden, de rechtverkrijgenden der Belgen uitsluit van 't recht op vergoeding voor de nadeelige gevolgen van arbeidson gevallen.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 4.

Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué les indemnités suivantes :

1° Une somme de 50 francs pour frais de funérailles ;

2° a) *A la veuve non divorcée ni séparée de corps, une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel;*

b) *Au veuf, si l'épouse décédée était son principal soutien et s'il ne peut pourvoir à sa subsistance, une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel ;*

c) *A chacun des enfants légitimes, nés ou conçus avant l'accident, et à chacun des enfants naturels reconnus avant l'accident, âgés de moins de 15 ans, une rente temporaire égale à 10 % du salaire annuel, s'ils sont orphelins de père ou de mère, et à 15 %, s'ils sont orphelins de père et de mère. La rente est de 15 %, s'il n'y a qu'un enfant, orphelin de père ou de mère; s'il est orphelin de père et de mère, la rente est de 20 %;*

d) *A chacun des petits-enfants dont la victime était le principal soutien, s'ils sont dans le besoin et âgés de moins de 15 ans, une rente égale à 10 % du salaire annuel ; s'il n'y en a qu'un et qu'il n'existe pas d'autre ayant droit, la rente est de 20 %;*

e) *A chacun des descendants dont la victime était le principal soutien, s'ils sont dans le besoin, une rente viagère égale à 10 % du salaire annuel; s'il n'y en a qu'un descendant et qu'il n'existe pas d'autre ayant droit, la rente est de 20 %;*

f) *A chacun des frères et sœurs dont la victime était le principal soutien, s'ils sont dans le besoin et âgés de moins de 15 ans, une rente temporaire égale à 10 % du salaire annuel; s'il n'y en a qu'un et qu'il n'existe pas d'autre ayant droit, la rente est de 20 %.*

La somme des indemnités allouées en vertu du 2°, litteris a jusques et y compris f, ne peut excéder 40 % du salaire annuel, si le défunt laisse un conjoint ou des enfants, ou 30 % du même salaire, dans les autres cas.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 4.

Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden de volgende schadevergoedingen toegekend :

1° Eene som van vijftig frank voor begrafeniskosten ;

2° a) *Aan de niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden weduwe, eene lijfrente gelijkstaande met 20 t. h. van het jaarlijksch loon;*

b) *Aan den weduwnaar, zoo de overleden echtgenoot ziju voornaamste steun was en hij in zijn levensonderhoud niet kan voorzien, eene lijfrente gelijkstaande met 20 t. h. van het jaarlijksch loon;*

c) *Aan elk der wettige kinderen, voor het ongeval geboren of ontvangen, en aan elk der onechte, voor het ongeval erkende kinderen, minder dan 15 jaren oud, eene tijdelijke rente gelijkstaande met 10 t. h. van het jaarlijksch loon, zoo zij vaderloos of moederloos zijn, en niet 15 t. h. zoo zij vaderloos en moederloos zijn. De rente bedraagt 15 t. h. wanneer er maar één vaderloos of moederloos kind is; is het vaderloos en moederloos, dan bedraagt de rente 20 t. h.;*

d) *Aan elk der kleinkinderen waarvan het slachtoffer de voornaamste steun was, zoo zij behoeftig en minder dan 15 jaren oud zijn, eene rente gelijkstaande met 10 t. h. van het jaarlijksch loon; is er maar één kleinkind en bestaat er geen ander rechthebbende, dan bedraagt de rente 20 t. h.;*

e) *Aan elk der bloedverwanten in opklimmende lijn waarvan het slachtoffer de voornaamste steun was, zoo zij behoeftig zijn, eene lijfrente gelijkstaande met 10 t. h. van het jaarlijksch loon; is er maar één bloedverwant in opklimmende lijn en bestaat er geen ander rechthebbende, dan bedraagt de rente 20 t. h.;*

f) *Aan elk der broeders en zusters waarvan het slachtoffer de voornaamste steun was, zoo zij behoeftig en minder dan 15 jaren oud zijn, eene tijdelijke rente gelijkstaande met 10 t. h. van het jaarlijksch loon; is er maar één en bestaat er geen ander rechthebbende, dan bedraagt de rente 20 t. h.*

Het gezamenlijk bedrag der vergoedingen toegekend uit kracht van nr 2, litteris a tot en met inbegrip van f, mag niet gaan boven 40 t. h. van het jaarlijksch loon, zoo de overledene een echtgenoot of kinderen naaft, of niet boven 30 t. h. van hetzelfde loon in de andere gevallen.

Le conjoint et les enfants ont la priorité sur les autres ayants droit; les petits enfants ont la priorité sur les descendants et les frères et sœurs; les descendants ont la priorité sur les frères et sœurs. Les descendants plus proches excluent les descendants plus éloignés.

En cas de concours de plusieurs ayants-droit, l'indemnité allouée à chacun d'eux est, s'il y a lieu, réduite à due proportion, dans les limites du maximum disponible.

Le conjoint n'a droit à l'indemnité que si le mariage a eu lieu avant l'accident.

De echtgenoot en de kinderen hebben den voorrang boven de andere rechthebbenden; de kleinkinderen hebben den voorrang boven de bloedverwanten in opklimmende lijn en boven de broeders en zusters; de bloedverwanten in opklimmende lijn hebben den voorrang boven de broeders en zusters. De naaste bloedverwanten in opklimmende lijn sluiten die in meer verwijderden graad uit.

Ingeval te gelijker tijd verschillende rechthebbenden optreden, wordt de aan ieder van hen toegekende vergoeding, zoo daartoe aanleiding bestaat, evenredig verminderd binnen de perken van het beschikbaar maximum.

De echtgenoot heeft slechts dan recht op vergoeding wanneer het huwelijk vóór het ongeval plaats had.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Les survivants d'un étranger... etc. (le reste comme au projet de loi)

**Amendementen
voorgesteld de Middenafdeeling.**

*De overlevenden van een vreemde-
ling... enz. (het andere zooals in het wets-
ontwerp).*

Amendements divers.

Verscheiden amendementen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LEMONNIER.

ART. 4.

Après le 2^e du premier alinéa, ajouter un 3^e ainsi conçu :

3^e Il est, en outre, alloué par le juge compétent, aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit, pour soins spéciaux ou frais de dernière maladie, une indemnité qui pourra atteindre cent fois le salaire quotidien de la victime pendant la quinzaine qui a précédé l'accident.

ART. 4.

Achter n^r 2 van het 1^{ste} lid, een 3^e int te lasschen, luidende als volgt:

3^e Bovendien wordt door den bevoegden rechter aan de slachtoffers van ongevallen of aan hunne rechtverkrijgenden toegekend, voor bijzondere zorgen of kosten veroorzaakt door de laatste ziekte, eene vergoeding kunnende bereiken honderdmaal het dagloon van het slachtoffer gedurende de veertien dagen die het ongeval voorafgingen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. GIROU.

Modifier l'alinéa 4 de l'article 4 comme suit :

La dévolution des indemnités fixées ci-dessus s'opère suivant les règles du droit civil relatives au contrat de mariage et aux successions légales ou testamentaires, avec cette restriction que cette dévolution des indemnités n'aura lieu qu'au profit des descendants, conjoint, ascendants, frères et sœurs de la victime.

Lid 4 van artikel 4 te wijzigen als volgt :

De overgang der hiervoren bepaalde vergoedingen geschieft overeenkomstig de regelen van het burgerlijk recht betreffende het huwelijkscontract en de wettelijke of testamentaire erfopvolging, met deze beperking dat deze overgang der vergoedingen alleen ten voordeele van de bloedverwanten in afdaelende lijn, den echtgenoot, de bloedverwanten in opgaande lijn, de broeders en zusters van het slachtoffer zal plaats hebben.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DENIS.

Rédiger ainsi les alinéas 3 et 4 de l'article 4 :

1^e S'il y a un conjoint survivant :

A. A la veuve non séparée ni divorcée, jusqu'à son décès ou son remariage, une rente viagère équivalente à 20 % du salaire annuel de la victime.

Lid 3 en 4 van artikel 4 te doen luiden als volgt :

1^e Als er een overlevende echtgenoot is :

A. Aan de niet van tafel en bed noch uit den echt gescheiden weduwe, tot haar overlijden of haar hertrouwen, eene lijfrente gelijkstaande met 20 % van het jaarlijksch loon van het slachtoffer.

Is het huwelijk aangegaan na het ongeval, dan kan de rechter, naar gelang van de omstandigheden, dezelfde rente toekennen.

B. Aan den niet van tafel en bed noch uit den echt gescheiden weduwnaar, eene gelijke rente, zoo de vrouw, die het slachtoffer van het ongeval was, door haren arbeid, ter oorzaak van de invaliditeit van den man, het gezin geheel of voor het grootste gedeelte onderhield.

Deze rente houdt op met de oorzaken die daartoe aanleiding gaven.

2^e Si la victime ne laisse que des enfants :

A. Voor ieder der kinderen van het slachtoffer, wettige of onechte, verwekt of erkend vóór het ongeval, 20 % van 't bedrag van het loon tot den leeftijd van 16 jaren.

De gezamenlijke renten van de kinderen mogen niet 60 % van het loon des slachtoffers te boven gaan.

Cette rente prendra fin si les causes qui y auront donné lieu viennent à cesser.

2^e Si la victime ne laisse que des enfants :

A. Pour chacun des enfants de la victime, légitimes ou naturels, conçus ou reconnus avant l'accident, 20 % du montant du salaire jusqu'à l'âge de 16 ans.

L'ensemble des rentes des enfants ne peut dépasser 60 % du salaire de la victime.

5° Si la victime laisse un conjoint survivant et des enfants, l'ensemble des rentes qui leur seront attribuées ne pourra dépasser 60 % du salaire. Si leur total d'après les dispositions ci-dessus dépassait cette quotité, les rentes seraient réduites proportionnellement.

4° Si la victime laisse des descendants ou des petits-enfants orphelins de père et de mère et à l'entretien desquels elle pourvoyait totalement ou pour la plus grande partie, il leur sera accordé une rente ne dépassant pas 20 % pour l'ensemble des descendants et 20 % pour l'ensemble des petits-enfants.

La rente des petits-enfants ne leur sera payée que jusqu'à l'âge de 16 ans.

Si la victime laisse des descendants dépendant d'elle en concours avec une veuve et des enfants, il y aura réduction proportionnelle des rentes de manière à ne pas dépasser les 60 % du salaire de la victime.

Si des petits-enfants orphelins, dépendant de la victime, sont en concours avec un conjoint survivant et des enfants, il y aura également réduction proportionnelle des rentes dans les limites du montant maximum de 60 % du salaire.

La même réduction proportionnelle s'opéra, s'il y a concours de conjoint survivant, d'enfants, de petits-enfants, d'ascendants.

Si la victime laisse des frères ou des sœurs hors d'état de subvenir à leurs propres besoins, à raison de leur âge ou de leurs infirmités, dont l'entretien dépend exclusivement de son travail, il leur sera alloué une rente ne dépassant pas 20 % pour l'ensemble. Elle cessera dès que les causes d'incapacité de subvenir à leurs besoins viendront à disparaître, et, en tout cas, lorsqu'ils auront atteint l'âge de 16 ans.

En cas de concours avec les intéressés ci-dessus indiqués, la réduction sera proportionnelle, de manière à ne pas dépasser les 60 % du salaire de la victime.

3° Als het slachtoffer een overlevenden echtgenoot en kinderen naaat, kunnen de gezamenlijke hun toegekende renten niet 60% van het loon te boven gaan. Mocht volgens bovenstaande bepalingen het gezamenlijk bedrag der renten de 60% overtreffen, dan worden de renten evenredig verminderd.

4° Laat het slachtoffer bloedverwanten in opklimmende lijn of vaderlooze en moederlooze kleinkinderen na, in wier onderhoud het geheel of voor het grootste deel voorzag, dan wordt hun eene rente toegekend niet hooger dan 20% voor de gezamenlijke bloedverwanten in opklimmende lijn, en niet hooger dan 20% voor de gezamenlijke kleinkinderen.

De rente der kleinkinderen wordt aan dezen slechts tot den leeftijd van 16 jaren uitbetaald.

Laat het slachtoffer bloedverwanten in opklimmende lijn na, die van hem afhangen, en tevens eene weduwe en kinderen, zoo worden de renten evenredig verminderd, derwijze dat niet 60% van het loon des slachtoffers wordt overtroffen.

Indien kleinkinderen die wees zijn, van het slachtoffer afhangende, te gelijker tijd optreden met een overlevenden echtgenoot en kinderen, dan worden de renten insgelijks evenredig verminderd binnen de perken van het hoogste bedrag van 60% van het loon.

Dezelfde evenredige vermindering geschieft wanneer te gelijker tijd opkomen een overlevende echtgenoot, kinderen, kleinkinderen en bloedverwanten in opklimmende lijn.

Laat het slachtoffer broeders of zusters na die, wegens leeftijd of gebrekkelijkheid, niet in staat zijn in hunne eigene behoeften te voorzien en wier onderhoud uitsluitend van zijnen arbeid afhangt, zoordt hun eene rente toegekend die te zamen niet 20% te boven gaat. Zij houdt op wanneer de oorzaken der onbekwaamheid om in hunne behoeften te voorzien verdwijnen, en, in elk geval, als zij den leeftijd van 16 jaren hebben bereikt.

Treden zij op met de andere hierboven genoemde belanghebbenden, dan zal de vermindering evenredig zijn, derwijze dat 60% van het loon der slachtoffers niet wordt overtroffen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. JANSON.

Au 2°, remplacer les mots « égale à 25 % du salaire annuel » par les mots « égale à 35 % du salaire annuel » et ajouter : « sans que cette valeur puisse être inférieure à dix années de 55 % du salaire annuel ».

N. B.— Cet amendement est subsidiaire à celui de M. Denis.

In nr 2, de woorden : « gelijkstaande met 25 t. h. van het jaarlijksch loon » te vervangen door : « gelijkstaande met 35 t. h. van het jaarlijksch loon » en er deze woorden aan toe te voegen : « ... zonder dat deze waarde moge blijven beneden een bedrag van 10 jaar aan 35 t. h. van het jaarlijksch loon. »

N. B.— Dit amendement is aangeboden ingeval dat van den heer Denis wordt verworpen.

Voir la suite des amendements à la feuille incluse.

Zie het vervolg der amendementen op bijgaand blad.

Amendements divers.

Verscheiden amendementen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DENIS.

Remplacer l'alinéa final par le suivant :

La loi s'applique aux ouvriers étrangers et à leurs ayants droit comme aux Belges, dans les mêmes conditions.

De slotalinéa te vervangen door de navolgende alinea :

De wet is van toepassing op de vreemde werkliden en op hunne rechtverkrijgenden evenals op de belgische, in dezelfde omstandigheden.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON CAMBIER.

Remplacer le dernier alinéa du texte amendé par le Gouvernement par le suivant :

A défaut de tout ayant droit dans chacune des catégories ci-dessus prévues, le capital est versé à la Caisse d'assurance contre les accidents du travail organisée en vertu de l'article 31.

Het laatste lid van den door de Regeering gewijzigden tekst te vervangen door den navolgenden tekst :

Bij ontstentenis van eenig rechtverkrijgende behorende tot elke van de hiervoren voorziene soorten, wordt het kapitaal gestort in de uit kracht van artikel 31 ingestelde Kas van verzekering tegen arbeidsongevallen.

SOUS-AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. HEYNEN AU TEXTE AMENDÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

Ajouter au dernier alinéa de l'article 4 amendé par le Gouvernement la disposition suivante :

« ou à la Caisse commune de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, reconnue par le Gouvernement, si l'exploitant y est affilié. »

Aan het slot van het laatste lid van het door de Regeering gewijzigd artikel 4 de volgende bepaling toe te voegen :

« of in de Gemeenschappelijke Voorzorgskas ten bate van mijnwerkers, door de Regeering erkend, indien de ontginner er bij aangesloten is. »

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LEMONNIER.

Ajouter à l'article 4 la disposition suivante :

Les indemnités ou rentes, allouées aux agents de l'Etat ou à leurs ayants droit tombant sous l'application de la présente loi, ne pourront être inférieures aux indemnités ou rentes qui leur sont allouées par les lois et règlements administratifs en vigueur à ce jour.

Aan artikel 4 de volgende bepaling toe te voegen :

De vergoedingen of renten toegekend aan de Staatsbedienden of aan hunne rechtverkrijgenden die onder toepassing van deze wet vallen, mogen niet blijven beneden de vergoedingen of renten hun toegekend door de thans van kracht zijnde wetten en bestuursverordeningen.

Articles 4^{bis}, 4^{ter} et 5.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 5.

Remplacer les deux premiers alinéas par les dispositions suivantes :

La victime peut, par simple requête, demander que le quart au plus de la valeur de la rente viagère lui soit payé en capital.

Le juge statuera sans appel, au mieux de l'intérêt du requérant, après avoir entendu ou appelé les intéressés.

En cas d'incapacité permanente partielle, le juge peut aussi, dans les mêmes formes, à la requête de tout intéressé, ordonner que la valeur de la rente soit intégralement payée en capital à la victime, lorsque les arrérages annuels ne s'élèvent pas à soixante francs.

ART. 5.

De twee eerste alinea's van dit artikel te vervangen door de volgende bepalingen :

Het slachtoffer kan, bij eenvoudig verzoekschrift, vragen dat ten hoogste een vierde gedeelte van de waarde der lijfsrente hem als kapitaal worde uitbetaald.

De rechter zal, zonder hooger beroep, naar zijne beste wetenschap in het belang van den aanvrager beslissen, na eerst de belanghebbenden te hebben gehoord of opgeroepen.

In geval van voortdurende gedeeltelijke onbekwaamheid, kan de rechter eveneens, op dezelfde wijze, op verzoek van elken belanghebbende, bevelen dat de geheele waarde der rente als kapitaal zal worden betaald aan het slachtoffer,wanneer de jaarlijksche interesten zestig frank niet bereiken.

Projet du Gouvernement.**Ontwerp der Regeering.****Art. 5.****Art. 5.**

La victime ou ses ayants droit peuvent demander que le quart au plus de la valeur de la rente viagère leur soit payé en capital.

Le juge statuera au mieux de l'intérêt des requérants, après avoir pris l'avis du chef d'entreprise.

La valeur de la rente viagère sera calculée conformément à un tarif approuvé par arrêté royal.

Het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden kunnen vragen dat ten hoogste het vierde gedeelde van de waarde der lijfsrente hun als kapitaal worde uitbetaald.

De rechter zal naar zijne beste wetenschap in het belang van de aanvragers beslissen, na de zienswijze van het hoofd der onderneming te hebben ingewonnen.

De waarde van de lijfsrente wordt berekend naar een bij koninklijk besluit goedgekeurd tarief.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Art. 4^{bis}.

La rente de la veuve prend fin par le fait d'un nouveau mariage; dans ce cas, il est payé à la veuve, à titre d'indemnité totale, les arrérages de deux années.

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

Art. 4^{bis}.

De rente der weduwe houdt op door het feit van een nieuw huwelijk; in dit geval, worden aan de weduwe, als geheele vergoeding, de renten van twee jaren betaald.

Art. 5.

Premier alinéa :

Remplacer le mot « quart » par le mot « tiers ».

Art. 5.

Eerste lid :

Het woord « vierde » te vervangen door het woord « derde ».

Amendements divers.

Verscheiden amendementen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DENIS.

ART. 4^{bis}.**REMPLACER les mots : deux années par les mots : trois années.**ART. 4^{bis}.**De woorden : twee jaar te vervangen door de woorden : drie jaar.**

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. NEUJEAN.

Ajouter au projet la disposition suivante qui formera l'article 4^{bis} :ART. 4^{bis}.*Dans tous les cas d'accidents visés par la présente loi, les frais médicaux et pharmaceutiques ou d'hospitalisation seront à charge du chef d'entreprise.***Aan het wetsontwerp de navolgende bepaling als artikel 4^{bis} toe te voegen :**ART. 4^{bis}.*Voor alle bij deze wet bedoelde ongevallen komen de dokters- en apothekerskosten of de kosten van verblijf in het gasthuis ten laste van het hoofd der onderneming.*

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. HOYOIS.

Ajouter au projet la disposition suivante qui formera l'article 4^{ter} :ART. 4^{ter}.*Les parties peuvent toujours, après détermination du montant de la réparation due à la victime de l'accident ou à ses ayants droit, convenir que le service de la rente sera suspendu et remplacé, aussi longtemps que leur accord subsistera, par tout autre mode de réparation.***Aan het wetsontwerp de navolgende bepaling als artikel 4^{ter} toe te voegen :**ART. 4^{ter}.*Na vaststelling van het bedrag der vergoeding die is verschuldigd aan het slachtoffer van het ongeval of aan zijne rechtverkrijgenden, kunnen partijen altijd overeenkomen dat, zoolang haar akkoord bestaat, de uitkeerring der rente zal worden geschorst en vervangen door eene andere wijze van vergoeding.*

Article 6.

Amendements du Gouvernement.

ART. 6.

Amendementen der Regeering.

ART. 6

Au 2^e alinéa, remplacer les mots « rémunération qu'ils ont effectivement reçue » par les mots « rémunération effective qui leur a été allouée ».

In het 2^{de} lid van dit artikel, de woorden « het door hen werkelijk getrokken loon » te vervangen door de woorden : « het hun toegekend werkelijk loon ».

Au 3^e alinéa, remplacer les mots « tant du salaire reçu pendant la période d'activité » par ceux-ci « tant du salaire alloué pour la période d'activité ».

In het 3^{de} lid, de woorden « zoowel op het loon dat werd genoten gedurende den werktijd » te vervangen door deze woorden : « zoowel op het loon toegekend voor den werktijd ».

Want to
attend d

effective allouée à l'ouvrier en vertu du contrat, pendant l'année qui a précédé l'accident, dans l'entreprise où celui-ci est arrivé.

ng der ve

verslaan het werkenke loon dat, ingevolge de overeenkomst, den arbeider werd toegekend, gedurende het jaar dat aan het ongeval voorafging, in de onderneming waarin het zich voordeed.

effectivement reçue, augmentée de la remunération moyenne allouée aux ouvriers de la même catégorie pendant la période nécessaire pour compléter l'année.

het werkelijk ontvangen loon, verhoogd met het gemiddelde loon dat aan gelijksoortige arbeiders wordt toegekend gedurende het tijdsperiode noodig voor het volledig maken van het jaar.

tant la période d'activité que du gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

werd genoegen gedurende dien werkjaar als op het loon des arbeiders gedurende het overige gedeelte van 't jaar.

Lorsque le salaire annuel dépasse 2,400 francs, il n'est pris en considération, pour la fixation des indemnités, qu'à concurrence de cette somme.

Gaat het jaarschil boven 2,400 frank te boven, dan komt het, voor de vaststelling van de schadevergoedingen, slechts tot het bedrag van deze som in aanmerking.

aux salariés des autres ouvrages les moins rémunérés de la même catégorie professionnelle.

minst betaalde arbeiders in hetzelfde beroep.

Le salaire quotidien moyen s'obtient en divisant par 365 le chiffre du salaire annuel déterminé conformément aux dispositions qui précédent.

Om het gemiddelde dagloon te berekenen, deelt men door 365 het cijfer van het jaarlijksch loon, overeenkomstig de vorige bepalingen vastgesteld.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Art. 6.

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

Art. 6

Alinéa 2 :

Remplacer les mots : « rémunération qu'ils ont effectivement reçue » **par ceux-ci** : « rémunération effective qui leur a été allouée ».

Tweede lid :

De woorden : « het door hen werkelijk ontvangen loon » **te vervangen door de woorden** : « het werkelijk loon dat hun werd toegekend ».

Alinéa 3 :

Remplacer les mots : « tant du salaire reçu pendant la période d'activité » **par ceux-ci** : « tant du salaire alloué pour la période d'activité ».

Derde lid :

De woorden : « zoowel op het loon dat werd genoten gedurende den werktijd » **te vervangen door de woorden** : « zoowel op het loon toegekend voor den werktijd ».

Amendements divers.

Verscheiden amendementen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LEMONNIER.

ART. 6.

Modifier comme suit le premier alinéa de l'article 6 :

Le salaire servant de base à la fixation des indemnités s'entend de la rémunération effective, *tant en salaire qu'en primes, participations ou autres avantages alloués* (le reste comme au projet).

ART. 6.

Het 1^{ste} lid van dit artikel te doen luiden als volgt :

Onder het loon, dat tot grondslag strekt voor de vaststelling der vergoedingen, wordt verstaan het werkelijke loon, begrijpende zoowel *het arbeidsloon als de premiën, de deelhebbing of de andere verleende voordeelen*, dat, ingevolge de overeenkomst, enz. (het overige zooals in het ontwerp).

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON CAMBIER.

Remplacer le premier alinéa par le suivant :

Le salaire servant de base à la fixation des indemnités s'entend *du salaire qui a été normalement attribué à l'ouvrier lors de son engagement*.

Het 1^{ste} lid van dit artikel te vervangen door het navolgende :

Onder het loon, dat tot grondslag strekt voor de vaststelling der vergoedingen, wordt verstaan *het loon, den werkman bij zijne verbintenis in den regel toegekend*.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. VANDERVELDE.

Rédiger ainsi les trois premiers alinéas :

Le salaire annuel sera déterminé en multipliant le salaire quotidien par 300, à moins que l'entreprise ne comporte un nombre supérieur de journées de travail, auquel cas cette durée moyenne de travail servira de multiplicateur.

Si l'entreprise ne comporte qu'un nombre de journées de travail inférieur à 300, le salaire annuel est calculé, tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

De drie eerste alinea's te doen luiden als volgt :

Om het jaarlijksch loon te bepalen, vermenigvuldigt men het dagelijksch loon met 300, tenzij de onderneming een groter getal werkdagen vergt; in dat geval wordt deze gemiddelde duur van het werk tot vermenigvuldiger genomen.

Vergt de onderneming echter een kleiner getal werkdagen, dan 300, zoo wordt het jaarlijksch loon berekend zoowel naar het loon ontvangen gedurende den werktijd als naar de winst van den arbeider gedurende het overige deel des jaars.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON CAMBIER.

Supprimer les 2^{me} et 3^{me} alinéas. | Het 2^{de} en het 3^{de} lid vervallen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. VANDERVELDE.

Supprimer l'alinéa 4.**Lid 4 vervalt.**

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON CAMBIER.

Remplacer le 5^{me} alinea par le suivant :

En ce qui concerne les apprentis, ainsi que les ouvriers âgés de moins de seize ans, le salaire de base sera évalué à un franc par jour.

Het 5^{de} lid te vervangen door het navolgende :

Betreft het leergasten en arbeiders die den leeftijd van zestien jaar niet hebben bereikt, dan wordt het tot grondslag genomen loon berekend op één frank daags.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. JANSON.

Ajouter ce qui suit à l'alinéa 5 :

« En ce qui concerne les apprentis ouvriers âgés de moins de 25 ans, il sera tenu compte de l'augmentation de salaire qu'ils auraient obtenue s'ils n'avaient pas été frappés d'une incapacité totale, partielle ou permanente de travail. »

Aan lid 5 van dit artikel het volgende toe te voegen :

« Voor de leerjongens-werklieden die den leeftijd van 25 jaren niet hebben bereikt, wordt rekening gehouden van de loonsverhoging die zij zouden bekomen hebben indien zij niet door volkomene, gedeeltelijke of bestendige onbekwaamheid tot den arbeid waren getroffen geweest. »

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. MELOT.

Ajouter après l'alinéa 6 les alinéas suivants :

« Lorsqu'il s'agit d'accidents survenus dans les entreprises agricoles, le salaire servant de base à l'indemnité s'entend de la rémunération moyenne allouée aux ouvriers agricoles de la catégorie à laquelle appartenait la victime pendant l'année qui a précédé l'accident, dans la commune où celui-ci est arrivé.

» La Députation Permanente du Conseil provincial, les administrations communales consultées, fixe chaque année, pour chaque commune de la province et par catégories d'ouvriers, le chiffre de cette rémunération moyenne.

» Elle évalue la rémunération en nature d'après le prix moyen de la localité.

» Pour le calcul du salaire quotidien moyen, on suit les mêmes règles que ci-dessus. »

Achter het 6^{de} lid de volgende alinéas bij te voegen :

« Betreft het ongevallen voorgekomen bij landbouwondernemingen, dan wordt onder loon, als grondslag aangenomen voor de vergoeding, verstaan het gemiddeld loon toegekend aan de landbouwarbeiders van het soort waartoe het slachtoffer behoorde, gedurende het jaar, dat het ongeval voorafging, in de gemeente waar dit zich voordeed.

• Na de gemeentebesturen te hebben geraadpleegd, bepaalt de Bestendige Deputatie van den Provinciaal raad, elk jaar, voor elke gemeente der provincie en per soorten van arbeiders, het cijfer van die gemiddelde vergoeding.

• Zij berekent het in natura betaald loon naar den gemiddelden prijs in de gemeente.

• Tot berekening van het gemiddelde dagloon, volgt men dezelfde regelen als hoger vastgesteld. »

Articles 7 et 7^{bis}.

Amendements du Gouvernement.

ART. 7.

**REMPLACER le terme « payés » par
« alloués » et les mots « cinq ans » par
« dix ans ».**

Amendementen der Regeering.

ART. 7.

In dit artikel, de woorden :
« ...loon dat, vóór het ongeval, gedurende
een tijdperk van ten hoogste vijf jaar werd
betaald » **te vervangen door de woord-**
den : « loon dat, vóór het ongeval, gedu-
rende een tijdperk van ten hoogste *tien jaar*
werd *toegekend* ».

Projet du Gouvernement.**Ontwerp der Regeering.****ART. 7.**

Le Gouvernement peut, pour des industries déterminées, et après avoir pris l'avis des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail, décider que le salaire de base sera fixé d'après la moyenne annuelle des salaires payés, antérieurement à l'accident, pendant une période de cinq ans au plus.

ART. 7.

De Regeering kan, voor bepaalde takken van nijverheid, en na de zienswijze te hebben ingewonnen van de bevoegde afdeelingen der raden van nijverheid en arbeid, beslissen, dat het tot grondslag genomen loon zal worden vastgesteld naar het gemiddelde jaarlijksche loon dat, vóór het ongeval, gedurende een tijdperk van ten hoogste vijf jaar werd betaald.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 7.

Le Gouvernement peut, pour des industries déterminées, et après avoir pris l'avis des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail, décider que le salaire de base sera fixé d'après la moyenne annuelle des salaires payés, antérieurement à l'accident, pendant une période de *dix* ans au plus.

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

ART. 7.

De Regeering kan, voor bepaalde takken van nijverheid, en na de zienswijze te hebben ingewonnen van de bevoegde afdeelingen der raden van nijverheid en arbeid, beslissen, dat het tot grondslag genomen loon zal worden vastgesteld naar het gemiddelde jaarlijksche loon dat, vóór het ongeval, gedurende een tijdperk van ten hoogste *tien* jaar werd betaald.

Amendements divers.

Verscheiden amendementen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. A. MELOT.

ART. 7.

Ajouter à l'article 7, après les mots : « pour des industries déterminées », les mots : « autres que l'agriculture ».

ART. 7.

In artikel 7, na de woorden : « voor bepaalde takken van nijverheid », de volgende woorden in te lassen : « andere dan landbouw ».

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. DENIS.

ART. 7.

Le rédiger ainsi :

Le salaire annuel sera déterminé en multipliant le salaire quotidien par 300, à moins que l'entreprise à laquelle appartient la victime ne comporte un nombre supérieur ou inférieur de jours de travail, auquel cas cette durée moyenne de travail servira de multiplicateur.

ART. 7.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Het jaarlijksch loon wordt bepaald door het dagelijksch loon te vermenigvuldigen met 300, tenzij de onderneming, waartoe het slachtoffer behoort, een groter of kleiner getal arbeidsdagen vergt, in welk geval deze gemiddelde duur van den arbeid tot verenigvuldiger dient.

ART. 7^{bis}.

Dans les six mois de la promulgation de la loi, les sections des conseils de l'industrie et du travail, à l'égard de leurs industries respectives, et, après elles, à l'égard de toutes les industries consultées, le conseil supérieur du travail, seront appelés à donner leur avis sur la fixation des salaires de base, d'après les moyennes annuelles des salaires payés avant l'accident pendant une série d'années et dix ans au plus.

ART. 7^{bis}.

Binnen zes maanden na de afkondiging der wet, worden de afdeelingen der nijverheids- en arbeidsraden, ten opzichte harer onderscheiden nijverheidsvakken, en, na haar, de hogere arbeidsraad, ten opzichte van al de geraadpleegde nijverheidsvakken, verzocht advies uit te brengen over het bepalen der loonen die tot grondslag dienen, volgens de gemiddelde jaarlijksche cijfers der werkloonen vóór het ongeval betaald gedurende eene reeks van jaren, ten hoogste gedurende tien jaren

Articles 8 et 8^{bis}.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

Projet du Gouvernement.**Ontwerp der Regeering.****ART. 8.**

Les allocations déterminées aux articles qui précèdent sont à la charge exclusive du chef d'entreprise.

ART. 8.

De in bovenstaande artikelen vastgestelde vergoedingen komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming.

Toutefois le chef d'entreprise peut s'exonérer totalement ou partiellement de cette charge en contractant, soit avec une société d'assurance agréée conformément aux dispositions du chapitre II de la présente loi, soit avec la Caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 31. En pareil cas, l'assureur est de plein droit subrogé aux obligations du chef d'entreprise.

Evenwel kan het hoofd der onderneming zich van dezen last geheel of gedeeltelijk ontladen door eene overeenkomst te sluiten hetzij met eene, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II van deze wet, toegelaten verzekeringsmaatschappij, hetzij met de Verzekeringskas, uit kracht van artikel 31 ingesteld. In dit geval gaan de verplichtingen van het hoofd der onderneming van rechtswege over op den verzekeraar.

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

Amendements divers.

Verscheiden amendementen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. VERHAEGEN.

ART. 8.

Le rédiger comme suit :

Les allocations déterminées aux articles qui précédent sont à la charge exclusive du chef d'entreprise.

Les chefs d'entreprises privées sont tenus d'assurer le paiement de ces allocations en contractant, soit avec une société d'assurance agréée conformément aux dispositions du chapitre II de la présente loi, soit avec la Caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 31. L'assureur est de plein droit subrogé aux obligations du chef d'entreprise.

Les inspecteurs du travail sont chargés de s'assurer que les chefs des entreprises assujetties à la loi satisfont à cette prescription. Ils transmettent au parquet du ressort les procès-verbaux constatant les contraventions qu'ils relèvent. Les contrevenants sont passibles d'une amende de 50 à 500 francs. En cas de récidive, l'amende est portée au double.

ART. 8.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

De in bovenstaande artikelen vastgestelde vergoedingen komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming.

De hoofden van bijzondere ondernemingen zijn gehouden de betaling van die vergoedingen te verzekeren door een overeenkomst te sluiten hetzij met eene, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II van deze wet, toegelezen verzekeraarsmaatschappij, hetzij met de Verzekeringskas ingesteld uit kracht van artikel 31. In dit geval gaan de verplichtingen van het hoofd der onderneming van rechtswege over op den verzekeraar.

De arbeidstoezieners zijn gehouden zich te overtuigen dat de hoofden de aan de wet onderworpen ondernemingen bedoeld voor schrift naleven. Zij doen de processen-verbaal, die de door hen bevonden overtredingen vaststellen, toekomen aan het parket van het gebied. De overtreders worden gestraft met een boete van 50 tot 500 frank. In geval van herhaling, wordt de boete op het dubbel gebracht.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. COOREMAN.

Rédiger l'article comme il suit :

Les allocations déterminées aux articles qui précédent sont à la charge exclusive du chef d'entreprise. *Il devra garantir leur prestation totale en contractant, soit avec une société d'assurance agréée conformément aux dispositions du Chapitre II de la présente loi, soit avec la Caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 31. L'assureur est, de plein droit, subrogé aux obligations du chef d'entreprise.*

Dit artikel te doen luiden als volgt :

De in bovenstaande artikelen vastgestelde vergoedingen komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming. *Hij moet daarvan de geheele uitkeering waarborgen door een overeenkomst te sluiten hetzij met eene, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II van deze wet, toegelezen verzekeraarsmaatschappij, hetzij met de Verzekeringskas, uit kracht van artikel 31 ingesteld. De verplichtingen van het hoofd der onderneming gaan van rechtswege over op den verzekeraar.*

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. VERSTEYLEN.

Modifier comme suit le premier alinéa de l'article 8 :

Les allocations déterminées aux articles qui précédent, ainsi que les frais médicaux et pharmaceutiques nécessités par l'accident, sont à la charge exclusive du chef d'entreprise.

Toutefois, etc.... (comme au projet du Gouvernement).

Het eerste lid van dit artikel te wijzigen als volgt :

De in bovenstaande artikelen vastgestelde vergoedingen, alsmede de door het ongeval noodzakelijk gemaakte dokters- en apothekerkosten, komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming.

Evenwel, enz... (zoals in het ontwerp der Regeering).

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON CAMBIER.

Remplacer le 2^e alinéa par le suivant :

Toutefois le chef d'entreprise peut s'exonérer totalement de cette charge en n'acceptant que des ouvriers pourvus d'un livret d'assurance contre les accidents, délivré par la Caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 31, ou en assurant lui-même ses ouvriers à ladite Caisse.

Het 2^{de} lid van dit artikel te vervangen door het volgende :

Evenwel kan het hoofd der onderneming zich van dezen last geheel onlasten door alleen in zijn dienst te nemen werkliden die in bezit zijn van een boekje van verzekering tegen ongevallen, aangeleverd door de uit kracht van artikel 31 ingestelde Verzekeringskas, of door zelf zijne werkliden bij deze Kas te doen verzekeren.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DENIS

ART. 8, alinéa 2, ART. 12 à 16.

Remplacer l'alinéa 2 de l'article 8 et les articles 12 à 16 par les dispositions suivantes :

L'assurance est obligatoirement réalisée par des caisses communes de prévoyance ou par la Caisse nationale d'assurance contre les accidents du travail.

Les chefs d'industrie ont la faculté d'établir des caisses communes de prévoyance, en vue d'assurer en commun le service des rentes, ainsi que la constitution et la gestion des fonds nécessaires à ce service.

ART. 8, alinea 2, ART. 12 tot 16.

Alinea 2 van artikel 8 en artikelen 12 tot 16 door de navolgende bepalingen te vervangen.

Er ontstaat verplichte verzekering door middel van gemeenschappelijke voorzorgskassen of door de Nationale kas van verzekering tegen arbeidsongevallen.

De hoofden van ondernemingen hebben het recht gemeenschappelijke voorzorgskassen te stichten, ten einde gezamenlijk den dienst der renten te verzekeren, alsmede de voor dezen dienst benodigde fondsen tot stand te brengen en te beheren.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DENIS

ART. 8, alinéa 2, ART. 12 à 16.

Remplacer l'alinéa 2 de l'article 8 et les articles 12 à 16 par les dispositions suivantes :

L'assurance est obligatoirement réalisée par des caisses communes de prévoyance ou par la Caisse nationale d'assurance contre les accidents du travail.

Les chefs d'industrie ont la faculté d'établir des caisses communes de prévoyance, en vue d'assurer en commun le service des rentes, ainsi que la constitution et la gestion des fonds nécessaires à ce service.

L'exercice de cette faculté est subordonné à la reconnaissance de ces caisses par le Gouvernement. A cet effet, elles sont tenues de soumettre leurs statuts à l'approbation du Roi.

Des arrêtés royaux détermineront :

1° Les garanties et conditions requises pour cette approbation, y compris les conditions d'intervention égale des ouvriers dans le fonctionnement des caisses;

2° Les causes qui pourront entraîner la révocation de l'acte d'approbation;

3° Les formes et conditions de la dissolution, ainsi que le mode de liquidation;

4° L'emploi de l'actif après paiement des dettes, en cas de révocation ou de dissolution.

Les demandes relatives à la reconnaissance des caisses communes de prévoyance seront soumises à l'examen de la commission des accidents du travail.

A défaut de constitution de caisses communes de prévoyance ou d'affiliation à des caisses pour couvrir les risques ci-dessus, dans le délai à fixer par arrêté royal, les chefs d'industrie et les ouvriers seront affiliés d'office à la Caisse nationale d'assurance contre les accidents du travail.

Les conseils de l'industrie et du travail seront consultés dans l'intervalle.

Un arrêté royal réglera les conditions auxquelles les affiliés à la Caisse nationale pourront s'en séparer pour constituer des caisses communes de prévoyance.

ART. 8^{bis}.

Disposition transitoire additionnelle à celles qui précédent.

L'État fera l'avance temporaire d'une partie des primes d'assurances, pendant six ans, savoir :

20 % la première année; 15 % la seconde année; 10 % pendant les deux années qui suivent; 5 % pendant les deux dernières années.

ART. 8, alinea 2, Art. 12 tot 16.

Alinea 2 van artikel 8 en artikelen 12 tot 16 door de navolgende bepalingen te vervangen.

Er ontstaat verplichte verzekering door middel van gemeenschappelijke voorzorgskassen of door de Nationale kas van verzekering tegen arbeidsongevallen.

De hoofden van ondernemingen hebben het recht gemeenschappelijke voorzorgskassen te stichten, ten einde gezamenlijk den dienst der renten te verzekeren, alsmede de voor dezen dienst benodigde fondsen tot stand te brengen en te beheeren.

De uitoefening van dit recht is afhankelijk van de erkenning van die kassen door de Regeering. Te dien einde zijn zij verplicht hare statuten aan 's Konings goedkeuring te onderwerpen.

Koninklijke besluiten bepalen :

1° De waarborgen en voorwaarden vereischt tot deze goedkeuring, met inbegrip der voorwaarden van gelijke tusschenkomst der arbeiders in de werking der kassen;

2° De redenen die intrekking van de akte van goedkeuring kunnen medebrengen;

3° De vormen en voorwaarden der ontbinding, alsmede de wijze van vereffening;

4° Het gebruik van het batig slot, na betaling der schulden, in geval van intrekking of ontbinding.

De aanvragen betreffende de erkenning der gemeenschappelijke voorzorgskassen worden onderzocht door de commissie voor de arbeidsongevallen.

Zijn er, binnen het bij koninklijk besluit te bepalen tijdsverloop, geene gemeenschappelijke voorzorgskassen gesticht of bestaat er geene aansluiting bij deze kassen om het hierboven genoemde risico te dekken, zoo worden de hoofden van ondernemingen en werklieden ambtshalve aangesloten bij de Nationale kas van verzekering tegen arbeidsongevallen.

Inmiddels worden de raden van nijverheid en arbeid geraadpleegd.

Een koninklijk besluit regelt de voorwaarden onder welke de aangeslotenen bij de Nationale Kas zich daarvan kunnen afscheiden om gemeenschappelijke voorzorgskassen te stichten.

ART. 8^{bis}.

Overgangsbepaling toegevoegd aan bovenstaande bepalingen.

De Staat schiet tijdelijk een gedeelte van de verzekeringspremien voor, gedurende zes jaren, te weten :

20 % het eerste jaar; 15 % het tweede jaar; 10 % gedurende de volgende twee jaren; 5 % gedurende de laatste twee jaren.

Article 9.

Cette feuille remplace la feuille correspondante du Document n° 98, distribué précédemment.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

Projet du Gouvernement.**ART. 9.**

Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant un, deux ou trois mois, de l'obligation de payer à leurs ouvriers, affiliés à des sociétés mutualistes reconnues par le Gouvernement, l'indemnité temporaire en cas d'accident, s'ils justifient :

1^o qu'ils ont pris à leur charge une quote-part de la cotisation de mutualité. Cette quote-part, déterminée de commun accord, ne pourra être inférieure au quart;

2^o que les sociétés intéressées accordent à leurs membres les mêmes secours en cas de maladie qu'en cas de blessure.

Si le secours journalier accordé par la société est inférieur à l'indemnité due en vertu de la présente loi, le chef d'entreprise est tenu de verser la différence.

Un arrêté royal réglera les conditions auxquelles les sociétés mutualistes pourront assumer le service des secours tenant lieu de l'indemnité temporaire.

Ontwerp der Regeering.**ART. 9.**

De hoofden van ondernemingen kunnen zich gedurende één, twee of drie maanden onlasten van de verplichting, aan hunne werklieden, die zijn aangesloten bij door de Regeering erkende maatschappijen van onderlingen bijstand, de tijdelijke vergoeding wegens ongeval te betalen, zoo ze bewijzen :

1^o dat zij een evenredig deel van de bijdrage ten behoeve van den onderlingen bijstand te hunnen laste hebben genomen. Dit in gemeen overleg vastgesteld evenredig deel mag niet minder zijn dan een vierde;

2^o dat de belanghebbende maatschappijen aan hare leden dezelfde hulp toestaan in geval van ziekte als in geval van verwonding.

Is de dagelijksche onderstand, door de maatschappij verleend, geringer dan de vergoeding verschuldigd uit kracht van deze wet, dan moet het hoofd der onderneming het verschil storten.

Een koninklijk besluit zal bepalen onder welke voorwaarden de maatschappijen van onderlingen bijstand de uitkeering van de onderstandsgelden, die de tijdelijke vergoeding vervangen, op zich kunnen nemen.

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

Amendements divers.

Verschelden amendementen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. COUSOT.

ART. 9.

Rédiger comme suit le premier alinéa de l'article 9 :

Les chefs d'entreprise peuvent se soustraire, pendant un, deux ou trois mois, à l'obligation de payer à la victime, affiliée à une société de secours mutuels reconnue par le Gouvernement, les frais médicaux et pharmaceutiques et l'indemnité temporaire, s'ils justifient... (le reste comme au projet).

ART. 9.

Het eerste lid van dit artikel te doen luiden als volgt :

De hoofden van eene onderneming kunnen zich gedurende één, twee tot drie maanden onttrekken aan de verplichting te betalen aan het slachtoffer, aangesloten bij eene door de Regeering erkende maatschappij van onderlingen bijstand, de kosten van doktor en apotheker, alsmede de tijdelijke vergoeding, zoo ze bewijzen... (het overige zooals in het ontwerp).

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. HUBERT.

A l'alinéa 1^{er}, remplacer les mots : « pendant un, deux ou trois mois » par les mots : « pendant six mois ».

In het 1^{ste} lid van dit artikel de woorden : « gedurende één, twee of drie maanden » te vervangen door de woorden : « gedurende zes maanden ».

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. LÉON CAMBIER.

ART. 9.

Le supprimer.

ART. 9.

Dit artikel vervalt.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DE PONTHIÈRE.

ART. 9.

Remplacer l'article 9 par la disposition suivante :

Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant six mois de l'obligation de payer l'indemnité temporaire, s'ils justifient :

1^o Que la victime est affiliée à une union professionnelle ou à une société de secours mutuels reconnue par le Gouvernement;

2^o Qu'ils y versent des cotisations spéciales en vue de l'indemnité temporaire et qu'ils y suppléent en cas d'insuffisance;

3^o Que les unions ou sociétés accordent, pour chaque quinzaine, au moins l'équivalent de cette indemnité, sinon à chacune des victimes, en tout cas à l'ensemble des victimes affiliées à la même union ou société.

Un arrêté royal règle les conditions auxquelles les unions professionnelles et les sociétés de secours mutuels peuvent assurer le service de l'indemnité temporaire.

Si ces unions ou sociétés organisent la réassurance avec la sécurité jugée suffisante par l'arrêté royal, les chefs d'entreprise, à la demande de leurs ouvriers affiliés à ces unions ou sociétés, doivent, en se conformant aux conditions ci-dessus, se décharger de l'obligation de payer l'indemnité temporaire même au delà de six mois; et quant à l'assurance des rentes viagères, l'arrêté royal peut agréer ces unions et sociétés au même titre que celles visées à l'article 15.

ART. 9.

Artikel 9 te vervangen door de navolgende bepaling :

De hoofden van ondernemingen kunnen zich gedurende zes maanden onlasten van de verplichting, de tijdelijke vergoeding te betalen, zoo ze bewijzen :

1^o Dat het slachtoffer is aangesloten bij een beroepsvereeniging of bij eene door de Regeering erkende maatschappij van onderlingen bijstand;

2^o Dat zij er bijzondere bijdragen storten met het oog op de tijdelijke vergoeding en dat zij, in geval van ontoereikendheid, het tekort aanvullen;

3^o Dat de verenigingen of maatschappijen, voor elke veertien dagen, ten minste zoveel als die vergoeding toekennen, zooniet aan elk slachtoffer, dan toch, in elk geval, aan de bij dezelfde vereniging of maatschappij aangesloten slachtoffers te zamen.

Een koninklijk besluit zal bepalen onder welke voorwaarden de vakverenigingen en de maatschappijen van onderlingen bijstand de uitkeering van de tijdelijke vergoeding kunnen verzekeren.

Sluiten deze verenigingen of maatschappijen overeenkomsten van tegenverzekering, voldoende zeker geacht door het koninklijk besluit, dan moeten, op aanvraag van hunne bij die verenigingen of maatschappijen aangesloten werklieden, de hoofden van ondernemingen, met inachtneming van de hiervoren gestelde vereisten, zich onlasten van de verplichting de tijdelijke vergoeding te betalen, zelfs boven zes maanden; en wat betreft de verzekering der lijfsrenten, kan het koninklijk besluit die verenigingen en maatschappijen tenzelfden titel toelaten als die bedoeld in artikel 15.

Articles 10, 11 et 11^{bis}.

Amendements du Gouvernement.

Amendementen der Regeering.

ART. 11.

Rédiger l'article comme suit :

Les indemnités dues en vertu de la présente loi aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit ne sont cessibles ni saisissables que pour *les causes déterminées par les articles 203, 205 et 214 du Code civil. Toutefois, cette règle ne s'applique pas aux indemnités dévolues en vertu de l'article 4, 3^e alinéa.*

ART. 11.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

De vergoedingen uit kracht van deze wet verschuldigd aan slachtoffers van ongevallen of aan hunne rechtverkrijgenden zijn niet vatbaar voor overdracht of inbeslagneming, *tenzij wegens de oorzaken vastgesteld in de artikelen 203, 205 en 214 van het Burgerlijk Wetboek. Evenwel is deze regel niet van toepassing op de vergoedingen overgegaan uit kracht van artikel 4, 3^e lid.*

Projet du Gouvernement.**Ontwerp der Regeering.****ART. 10.**

Les indemnités temporaires sont payables aux mêmes époques que les salaires; les allocations annuelles et les arrérages des rentes sont payables trimestriellement, par quart; les frais funéraires sont payables dans le mois du décès.

ART. 10.

De tijdelijke vergoedingen zijn betaalbaar op dezelfde tijdstippen als het loon; jaarlijksche vergoedingen en vervallen renten zijn betaalbaar om de drie maanden, telkens een vierde gedeelte; de begrafeniskosten moeten worden betaald binnen één maand na het overlijden.

ART. 11.

Les indemnités dues en vertu de la présente loi aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'aliments.

ART. 11.

De vergoedingen uit kracht van deze wet verschuldigd aan slachtoffers van ongevallen of aan hunne rechtverkrijgenden, zijn niet vatbaar voor overdracht of inbeslagneming, tenzij wegens kosten van onderhoud.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 11.**Le rédiger comme il suit :**

Les indemnités dues en vertu de la présente loi ne sont cessibles ni saisissables.

Néanmoins elles peuvent être saisies ou cédées pour les causes déterminées par les articles 203, 205 et 214 du Code civil.

**Amendementen
voorgesteld door de Middenasdeeling.**

ART. 11.**Dit artikel te doen luiden als volgt :**

De uit kracht van deze wet verschuldigde vergoedingen zijn niet vatbaar voor overdracht of inbeslagneming.

Evenwel kunnen zij worden in beslag genomen of overgedragen wegens de oorzaken vastgesteld bij de artikelen 203, 205 en 214 van het Burgerlijk Wetboek.

Amendements divers.

Verscheiden amendementen.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. HOYOIS.

Ajouter au projet l'article 11^{bis} suivant :

ART. 11^{bis}.

Lorsque le chef d'entreprise et l'ouvrier sont l'un et l'autre victimes de l'accident et que celui-ci est imputable à l'ouvrier, le chef d'entreprise ou, en cas de décès, ses ayants droit peuvent opposer la compensation à la demande d'indemnité de l'ouvrier ou de ses ayants droit.

Het navolgende artikel 11^{bis} aan het ontwerp toe te voegen :

ART. 11^{bis}.

Wanneer het hoofd der onderneming en de werkman beiden het slachtoffer zijn van het ongeval en dit aan den werkman is te wijten, kan het hoofd der onderneming of kunnen, in geval van overlijden, zijne rechtverkrijgenden een eisch tot schadevergoeding doen opwegen tegen den eisch van den werkman of van zijne rechtverkrijgenden.